

Conférence de presse conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Mehdi Jomaa, chef du gouvernement de la République tunisienne, sur les relations entre la France et la Tunisie, à Paris le 29 avril 2014.

LE PRESIDENT « Mesdames, Messieurs, j'ai été heureux d'accueillir le chef du gouvernement tunisien, Mehdi JOMAA. Nous sommes liés par un souvenir commun, puisque le jour où je suis venu pour l'adoption de la Constitution tunisienne, son gouvernement venait d'être constitué et il accédait à cette haute responsabilité.

C'était un moment heureux que de voir la Tunisie franchir une étape, c'était au mois de février, la Constitution était enfin approuvée. Mais pour autant, la Tunisie n'en a pas terminé avec le processus. Et M. le Chef du gouvernement est chargé avec son équipe de faire en sorte que d'ici la fin de l'année - nous verrons bien - les élections puissent se tenir et le cadre puisse être donné aux Tunisiens pour s'exprimer une nouvelle fois sur leur avenir et consacrer ainsi la réussite de ce que l'on a appelé « le Printemps Arabe », en l'occurrence « le Printemps tunisien ».

J'ai voulu redire au Chef du gouvernement, le soutien de la France. Pas simplement au processus qui est en cours et qui relève d'abord des Tunisiens. Mais, le soutien de la France au développement économique, aux projets de développement et pour mettre la Tunisie sur la voie de la croissance durable, celle dont elle a besoin, qui dépend bien sûr des entreprises françaises qui sont sur place. Elles sont plus de 1 300. Je rappelle que la France est le premier investisseur étranger en Tunisie et qu'elle est liée à ce pays pour des raisons qui tiennent à l'Histoire, à la culture, à la langue, mais aussi par ce que nous représentons des deux côtés de la Méditerranée. Donc, le développement de la Tunisie est aussi d'un intérêt pour la croissance française.

J'avais pris des engagements, je le disais au mois de juillet 2013, qui étaient de mettre en uvre les prêts qui avaient été dégagés, les opérations de conversion de dettes qui avaient donc été également décidées et de pouvoir appuyer immédiatement un certain nombre d'investissements en Tunisie.

Ce plan que nous avons décidé ensemble se met en uvre. Mais nous voulons lui donner un caractère encore plus large. Bien sûr qu'il y a la relation bilatérale entre la France et la Tunisie, mais la France veut aussi que l'Europe soit pleinement associée au développement de la Tunisie. Cela a été le sens du voyage qu'a effectué Laurent FABIUS avec son homologue allemand, M. STEINMEIER, c'était il y a quelques jours en Tunisie, pour bien montrer que c'était une action que la France voulait faire avec ses partenaires européens, parce que l'enjeu, c'est la Tunisie mais c'est aussi le lien entre l'Europe et le Maghreb.

Il y a aussi la sécurité qui doit être assurée. Il n'y a pas de développement, il n'y a pas de croissance sans sécurité. Nous avons donc avec le Chef du gouvernement à veiller à ce que, là-aussi, les engagements que j'avais pris sur un certain nombre de matériel permettant à la Tunisie d'assurer par elle-même sa sécurité, puisse être livré dans les meilleures conditions.

Enfin, nous avons l'objectif, la France et la Tunisie, d'organiser une conférence des amis de la Tunisie qui pourrait avoir comme thème, « Investir pour la Tunisie », car il s'agit là non pas de recueillir les aides, la Tunisie n'est pas dans cette situation, mais de mobiliser tous les investisseurs pour qu'ils puissent se porter sur les projets les plus attractifs et les plus intéressants

pour la Tunisie. Cette conférence pourrait se tenir au mois de septembre prochain et la France est partie prenante dans cette initiative qui réunira les bailleurs financiers, les institutions internationales qui sont d'ores et déjà prêts à apporter un soutien à la Tunisie.

J'ai une dernière réflexion, mais qui va au-delà de la Tunisie. Je parlais de la sécurité, il y a aussi l'ensemble de la région, notamment la Libye. Vous savez l'inquiétude qu'a la France, et que partage le Chef du gouvernement tunisien, par rapport à l'instabilité qui, hélas, préside aujourd'hui, la Libye. Nous devons tout faire pour que la Libye puisse retrouver la voie du dialogue, la voie de la démocratie et la voie de la stabilité.

C'est la raison pour laquelle j'apporte mon plein soutien à une idée qui a été lancée par le Chef du gouvernement tunisien, d'une conférence de dialogue inter-libyen, qui pourrait être organisée sous l'égide des Nations Unies et je plaiderai auprès du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, pour qu'un médiateur de haut niveau puisse être nommé, afin de préparer cette conférence.

Voilà le sens de notre rencontre. Beaucoup de sujets. Des sujets qui intéressent directement la France et la Tunisie, des sujets qui intéressent la Tunisie et l'Europe et également des sujets qui intéressent l'ensemble du monde, parce que la sécurité dans cette région, c'est un enjeu international. »

M. MEHDI JOMAA « J'ai eu le privilège et l'honneur d'être reçu par Monsieur le Président François HOLLANDE. J'ai pu lui transmettre les hommages de notre Président Moncef MARZOUKI. J'ai profité de cette occasion pour vraiment le remercier de tout le soutien qu'il nous a apporté depuis la révolution et pour son engagement personnel et appuyé. Il y a cru. Je lui ai rappelé que je l'avais rencontré une première fois, lors de son passage avant l'été en Tunisie. C'était une visite d'appui, délibérée, une visite même caution, à un moment où il n'y en avait pas beaucoup qui croyait à l'aboutissement de ce processus.

Il était visionnaire, il y a cru, cela a abouti, nous en sommes contents. Il est passé une deuxième fois - en si peu de temps, c'est la troisième fois que l'on se voit - pour célébrer avec nous la réussite et l'aboutissement de la nouvelle Constitution dont nous sommes fiers.

J'ai pu entretenir M. le Président de la situation et du progrès de la situation en Tunisie. Comme vous le savez, après l'aboutissement de la transition politique, avec le vote de la Constitution, puis avec la composition de mon gouvernement, j'ai pu m'entretenir avec le Président des sujets sur lesquels nous avançons aujourd'hui. La dernière étape dont nous avons la mission aujourd'hui est plus particulièrement d'avancer sur l'organisation d'élections avant la fin de l'année.

Nous avons parlé des différents sujets d'intérêt commun, économie et sécurité. Monsieur le Président les a évoqués dans certains détails. La question de la sécurité est, bien évidemment, d'intérêt commun. Il y a une très forte collaboration sur cette question. Il y a des choses qui avancent, que ce soit sur l'échange d'informations, que ce soit sur les équipements. Nous sommes aussi en train de préparer l'avenir. Il y a des sujets encore sur lesquels il faut que l'on travaille. Les équipes travaillent bien, mais sachez qu'en Tunisie, depuis maintenant quelques temps, on a réussi à arrêter un fléau, à chasser un fléau qui nous était étrange, le fléau du terrorisme. La Tunisie est aujourd'hui beaucoup plus sûre qu'elle ne l'était. Nous restons exposés comme tout le monde à des risques. Nous travaillons avec tous les pays frères et amis pour essayer de contenir ce risque-là. A ce titre, je remercie nos collaborateurs respectifs, pour la qualité d'échange sur ce sujet.

Sur le plan économique, bien évidemment, nous avons pas mal de choses. Vous le savez, la France est notre premier partenaire économique, premier partenaire commercial, premier investisseur en Tunisie. Nous avons des choses qui ont toujours marché et qui marchent. J'ai rencontré ce matin le MEDEF. Je suis venu, accompagné d'une soixantaine de capitaines de l'industrie et de l'économie tunisiennes. Le train est en marche. Nous avons voulu marquer le coup. Il y avait un peu un manque de visibilité à cause de ce qui s'est passé, à cause des turbulences politiques, du changement, qui sont aujourd'hui derrière nous.

A en juger par ce que j'ai entendu aujourd'hui, on est vraiment en train de relancer l'investissement. Les capitaines de l'industrie et de l'économie françaises nous ont exprimé un

fort intérêt.

J'en ai aussi profité pour essayer de nous projeter. On ne travaille pas que sur l'immédiat. La Tunisie le peut, et je crois que c'est un excellent partenaire d'avenir parce que nous sommes dans cet espace euro-méditerranéen. Nous avons énormément d'atouts et j'ai pu discuter de la co-entreprise que l'on peut réellement dessiner. Nous avons des atouts, la France a des atouts. Nous avons besoin de monter en chaîne de valeur pour offrir à nos jeunes éduqués, diplômés du travail. Il y a du savoir ici en France, nous avons des ressources qui sont compétitives, il y a énormément d'opportunités que l'on peut monter ensemble. Nous avons un espace dans lequel on peut se développer et nous avons aussi travaillé sur cela. C'est aussi important que les urgences d'aujourd'hui.

Nous avons évoqué le tourisme. Là, on se réjouit du regain d'intérêt, on le voit à travers les indicateurs dans les réservations. Nous avons l'objectif cette année de revenir à ce que l'on faisait avant la révolution et je suis bien optimiste sur cela. Il y a un travail collaboratif assez important. Je connais aussi l'affection, l'amitié et l'intérêt que nous portent les Français. On les attend en masse dans une nouvelle Tunisie, une Tunisie qui bouge, une Tunisie qui débat, une Tunisie qui s'exprime, mais aussi une Tunisie qui est drapée de cette jolie Constitution. Cela donne quand même une nouvelle dimension. Une Tunisie où nous allons goûter et partager des valeurs, aujourd'hui universelles, toutes les valeurs en lesquelles vous avez cru dans le passé, auxquelles nous avons cru, et que nous avons réalisées. Je pense que cette Tunisie vous attend tous, attend les investisseurs, attend tous les Français. On se réjouit aussi, M. le Président, de vous recevoir encore une autre fois. M. Laurent FABIUS nous a annoncé qu'il passera ses vacances en Tunisie, nous serons heureux de l'accueillir.

Je vous renouvelle mes remerciements pour ce soutien. Je crois en la potentialité de cette Tunisie. Elle a fait la preuve de son succès sur le volet politique. Nous avons ouvert le volet de la transition économique et sociale. Je suis confiant en la capacité des Tunisiens de compter sur eux-mêmes, de travailler dur. L'avenir, je le vois réellement très prometteur. Il nous reste encore un peu de labeur, nous comptons sur nous-mêmes, mais nous comptons sur nos amis, plus particulièrement, nos proches partenaires.

Merci. »